

Le Monde, 17 novembre 2020

Agriculture productiviste : la fracture bretonne

Récit. Critiqué pour ses dérives écologiques, économiques et sociales, le modèle agricole dominant en Bretagne vacille et divise. L'avenir de l'agro-industrie productiviste, un mastodonte économique défendu par de puissants réseaux, s'impose comme l'enjeu majeur des élections régionales de 2021.

Par Nicolas Legendre (Rennes, correspondant) et Benjamin Keltz (Rennes, correspondance)

Deux camps se toisent, telles deux équipes prêtes à en découdre. Sur le parvis de la mairie de Plouha (Côtes-d'Armor), ce samedi de février, se pressent une centaine d'habitants du secteur. « *Non à l'industrialisation de nos campagnes* », « *Oui à l'agriculture paysanne* », peut-on lire sur leurs pancartes. Dans leur collimateur : le projet de construction d'un méthaniseur, équipement destiné à transformer quotidiennement une trentaine de tonnes de déchets agricoles en gaz et qui impliquerait, selon eux, désagréments et risques environnementaux. De l'autre côté de la rue, une centaine d'agriculteurs se dressent, bras croisés, visages fermés. Ils sont venus de tout le département, en soutien à leurs collègues plouhatins. Ils en ont assez d'être « *pris pour cibles* » et taxés de « *pollueurs* ».

Après quelques échanges plus ou moins cordiaux, l'ambiance se tend. Les paysans se mêlent à la foule. L'un d'eux dérobe le micro des manifestants. S'ensuivent des bousculades, des jets de peinture, des injures... Le garde champêtre tente de s'interposer. La cohabitation semble compromise. A Plouha comme à Langoëlan (Morbihan), Douarnenez (Finistère) ou Bourg-des-Comptes (Ille-et-Vilaine), deux Bretagne se font face. Pas une semaine ne passe sans qu'un collectif ne s'oppose à l'agrandissement d'un élevage hors-sol ou ne dénonce une énième pollution de cours d'eau à la suite d'un rejet de lisier.

Le refus de voisiner avec des installations agro-industrielles n'est que la partie émergée de l'iceberg. Bien souvent, c'est une opposition de fond au modèle agricole dominant dans la région qu'exprime une partie des locaux. Ce même modèle qui a fait de la Bretagne, en quelques décennies, la première région agricole de France et l'une des principales d'Europe.

Dans la péninsule, environ 110 millions d'animaux d'élevage cohabitent avec 3,3 millions d'humains. Cent dix mille agriculteurs et ouvriers du secteur agroalimentaire « nourrissent » l'équivalent de 22 millions de personnes. Cinquante-huit pour cent de la viande porcine, un tiers des volailles, un quart des tomates et presque la moitié des œufs produits en France proviennent de Bretagne. Mais ce « succès » a plusieurs rançons : pollution, défiguration des paysages, qualité parfois médiocre des productions, dépendance aux subventions...

Le paysan se mue en exploitant

Malgré les signaux d'alerte émis dès les années 1970 par des associations environnementalistes, les Bretons ont longtemps fait bloc autour de « leur » agriculture. Les vents ont tourné. L'exaspération de certains élus ou citoyens à l'encontre de l'agro-industrie est plus audible. La sphère politique s'est emparée du sujet, qui s'impose comme la thématique majeure des prochaines élections régionales. Et agit comme une bombe à fragmentation à l'intérieur même des partis. Ecologistes, socialistes, « marcheurs »... Tous avancent divisés. Leurs désaccords témoignent de la complexité de l'équation. Au centre du jeu : Loïg Chesnais-Girard, président (Parti socialiste) du conseil régional depuis 2017, candidat à sa propre succession.

En 2018, M. Chesnais-Girard a annoncé vouloir faire de la Bretagne un « *leader* » du « *bien manger* » à l'échelle européenne, en accompagnant la « *transition écologique* ». « *On a très certainement tardé à penser le modèle breton de demain*, reconnaît le successeur de Jean-Yves Le Drian, actuel ministre des affaires étrangères. *Aujourd'hui, ma route est claire. Je défends une agroécologie qui a intégré*

dans son modèle la soutenabilité vis-à-vis de la biodiversité, de l'eau, de la terre et des sols. Le changement est inéluctable mais doit se mettre en place sans casse et crispation majeure. Alors, oui, je danse sur un fil, parce que je refuse d'être simpliste. »

L'élu doit composer, sur sa gauche, avec les partisans d'une « révolution verte » et, sur sa droite, avec ceux du statu quo... ou de l'évolution à pas de tortue. M. Chesnais-Girard se montre d'autant plus prudent que l'agriculture occupe une place considérable dans l'économie bretonne. Le secteur représente 9 % des emplois. En incluant l'activité induite, de 20 % à 30 % des emplois y seraient liés, selon les chambres d'agriculture. Son poids symbolique est tout aussi colossal.

Après la seconde guerre mondiale, l'Etat français fait de la Bretagne un laboratoire à ciel ouvert du productivisme agricole. Objectif : contribuer massivement à « *nourrir la France* ». Persuadés d'engager leur territoire sur la voie du « progrès », élus et capitaines d'industrie favorisent la modernisation de l'agriculture. Les paysans se muent en exploitants. Mécanisation, agrandissement perpétuel des fermes et diminution du nombre d'agriculteurs vont de pair. En un demi-siècle, le nombre d'exploitations passe de près de 200 000 à 30 000. Leur taille quintuple. L'espace rural est « rationalisé ». Des milliers de kilomètres de haies et de talus sont arrachés.

Cultures et animaux rustiques sont remplacés par des avatars plus productifs. La vache prim'Holstein, réputée pour « *pisser du lait* », supplante la traditionnelle pie noir. L'élevage des cochons et volailles « hors-sol » se généralise. Les éleveurs apprennent à gérer des cheptels de porcs de plus en plus importants, quitte à devoir leur couper la queue et à leur limer les dents pour éviter qu'ils ne se blessent entre eux. Le maïs, absent jusque-là des champs bretons, s'impose comme un élément du décor. Le sarrasin est délaissé, à tel point que la majorité des galettes bretonnes sont désormais concoctées à partir de blé noir cultivé à l'étranger. L'usage d'engrais importés et de [produits phytosanitaires de synthèse](#) est encouragé par l'Etat, les banques, les coopératives et la plupart des institutions agricoles, avides de « *conquérir des marchés* ». C'est ainsi que naît, en 1973, [la compagnie maritime Brittany Ferries](#), dont les bateaux ont d'abord eu pour vocation de transporter les légumes léonards pour les écouler outre-Manche.

La bataille du prix

Après la bataille de la productivité, l'agriculture bretonne se lance dans celle du prix. Elle affronte une concurrence mondiale féroce, mais parvient à tirer son épingle du jeu... à grand renfort d'aides publiques. Les nuages s'amoncellent à partir des années 1990 : vache folle, dioxine dans le lait, fièvre aphteuse, embargo russe, remise en cause de l'usage des produits phytosanitaires, débats sur le bien-être animal... Ces crises et débats de société fragilisent des filières majoritairement tournées vers le « volume » et qui ont raté le virage stratégique de la montée en gamme.

De nos jours, la Bretagne compte la plus faible proportion, parmi les régions françaises, de fermes commercialisant des produits sous « signe officiel de qualité ». « *Contrairement à l'agriculture italienne, qui avait pris soin de préserver ses productions traditionnelles et qui en a fait un formidable outil d'image et d'exportation (...), le complexe agroalimentaire breton s'est arc-bouté sur une production de masse, peu différenciée et lourdement exposée aux cycles de crise* », écrivait, en 2014, Renaud Layadi, conseiller de l'ombre sur les questions agricoles à la région Bretagne.

Au sein de la profession, dans laquelle le taux de suicide est particulièrement élevé, le malaise est palpable. Beaucoup d'agriculteurs s'interrogent sur le bien-fondé d'un modèle qui les a encouragés à s'endetter pour pouvoir participer à la course au volume sans pour autant leur garantir des revenus décents. Aux difficultés d'accès à la terre et d'installation des jeunes (alors que la moitié des professionnels doit partir à la retraite dans la décennie à venir) s'ajoute le dénigrement de certaines pratiques agricoles par une partie de l'opinion.

« Moi, par exemple, j'étais le premier à utiliser des produits "phyto", sans me douter un seul instant que ça pourrait avoir des répercussions sur ma santé, confie René Férec, éleveur retraité,

ex-secrétaire général de la chambre d'agriculture du Finistère et ex-adhérent de la Confédération paysanne, syndicat minoritaire. *Personne ne nous a jamais dit, à l'époque, qu'on allait s'empoisonner ou empoisonner les autres ! Dès le milieu des années 1970, il aurait fallu infléchir la direction prise, pour pouvoir répondre aux besoins de la société, qui ne demandait pas que de la quantité. Mais l'agriculture de volume était une poule aux œufs d'or. Les laiteries, charcuteries et volaillers n'avaient aucun intérêt à ce que ça change et étaient suffisamment costauds pour influencer les décideurs politiques. »*

Un modèle qui vacille sur ses bases

Le « cocktail paysan » est d'autant plus explosif, en Bretagne, que le modèle dominant a tendance à vaciller sur ses bases. En témoigne la récente avalanche de plans sociaux dans l'industrie agroalimentaire.

[Le naufrage du fleuron avicole Doux](#), créé en 1955 à Châteaulin (Finistère), est l'exemple le plus marquant. Ex-première exportatrice européenne de volailles, l'entreprise a subi une série de déconvenues, dont l'arrêt de certaines subventions et la perte de marchés arabes au profit de volaillers étrangers toujours plus compétitifs. En quelques années, la société, qui embauchait plus de 3 400 salariés et faisait vivre quelque 800 éleveurs, s'est effondrée.



A La Chapelle-Caro (Morbihan), dans le centre de la Bretagne, le 2 septembre 2015. Stéphane Mahé / Reuters

Aux problématiques économiques et sociales s'ajoutent les conséquences environnementales du productivisme.

L'exemple le plus célèbre est la prolifération récurrente d'algues vertes en bord de mer, liée en très grande majorité, selon les scientifiques, aux trop grandes quantités d'azote d'origine agricole

parvenant dans les cours d'eau. Le récent succès – 75 000 exemplaires vendus – de la bande dessinée *Algues vertes, l'histoire interdite* (La Revue dessinée-Delcourt, 2019), fruit d'une enquête de la journaliste Inès Léraud, témoigne de la prise de conscience d'une partie de l'opinion publique à ce sujet. Mais d'autres symptômes ont les mêmes causes : érosion et fragilisation des sols, diminution de la biodiversité, pollution atmosphérique, déversements accidentels de lisier dans des cours d'eau...

L'agriculture bretonne a pourtant beaucoup évolué depuis la fin des années 1990. Plusieurs milliards d'euros ont été investis par les agriculteurs, l'Etat et les collectivités pour réduire l'empreinte environnementale des différentes filières. Le nombre de paysans bretons transformant eux-mêmes leur production (et s'affranchissant ainsi, au moins partiellement, des « diktats » de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution) est en constante augmentation. La part des fermes certifiées « agriculture biologique » est passée de moins de 3 % en 2009 à 13,4 % en 2020.

« *Sur le terrain, ça bouge dans tous les sens*, jure Thierry Coué, président de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles (FRSEA) de Bretagne, syndicat majoritaire et matrice historique du productivisme en France. *Les gens innovent, notamment sur la diversité d'assolements dans les exploitations laitières, sur l'indépendance protéique, pour ne plus avoir à importer du soja de l'étranger, etc.* »

Productivisme, l'ordre agricole établi

Dans le même temps, des digues symboliques ont sauté. L'actuel président de la chambre d'agriculture d'Ille-et-Vilaine et ex-président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) dans ce même département, Loïc Guines, éleveur près de Fougères, s'est converti récemment à l'agriculture biologique. Depuis 2019, le président de la chambre d'agriculture du Finistère, Jean-Hervé Caugant, est lui aussi un éleveur bio.

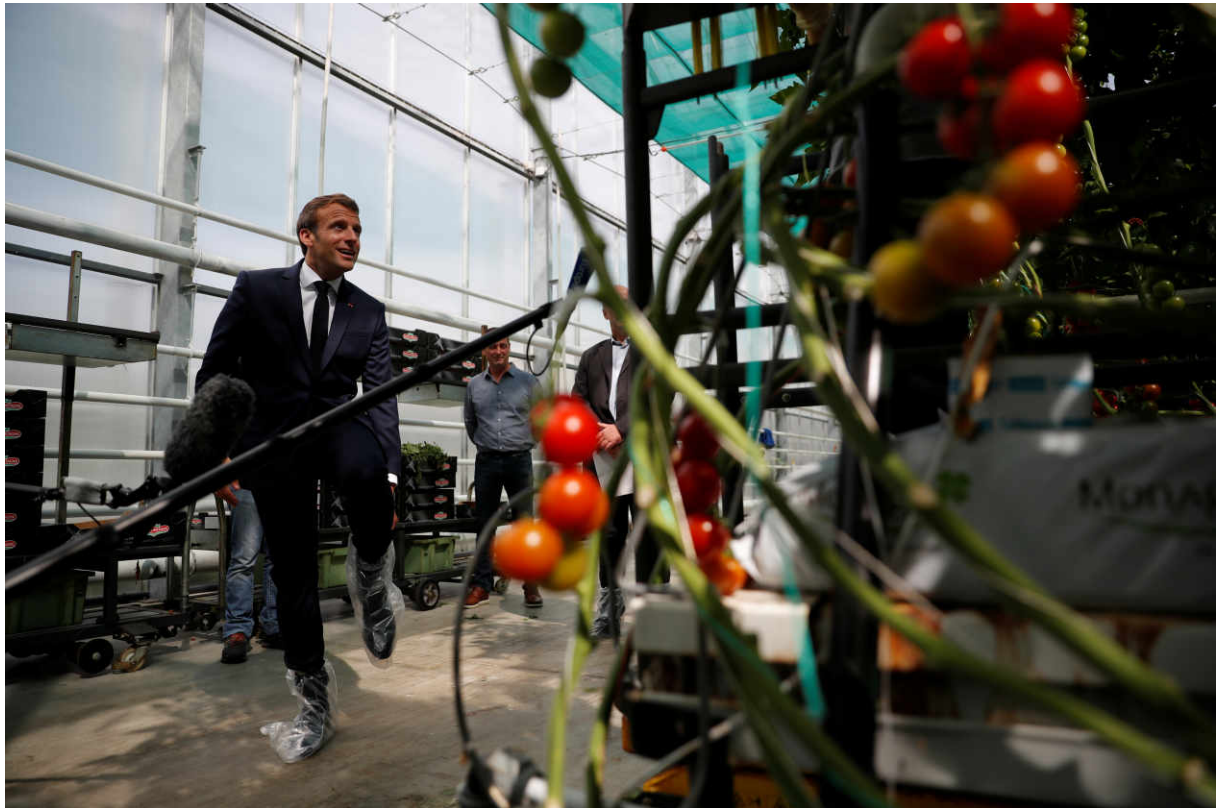
Ni M. Guines ni M. Caugant ne rejettent en bloc le modèle dominant, mais l'un comme l'autre constituent néanmoins des symboles forts. Et pour cause : la présence d'agriculteurs non conventionnels à de tels postes était inimaginable il y a seulement dix ans, notamment parce que les paysans bretons adoptant des modèles alternatifs ont longtemps été raillés, voire méprisés, par une partie de la « nomenklatura » agricole.

Malgré ces évolutions, le paysage agricole breton demeure largement dominé par le modèle qui l'a façonné depuis le milieu du XX^e siècle. Les productions, destinées en majorité aux marchés nationaux et internationaux, s'inscrivent globalement dans des circuits longs composés de nombreux acteurs, parmi lesquels des firmes et Etats qui n'ont pas nécessairement les mêmes intérêts que les paysans.

Ces derniers sont exposés à la volatilité des cours des matières premières, au surendettement, à la captation de la valeur ajoutée de leur production par des entités extérieures et, d'une manière générale, à l'absence de maîtrise de leur propre avenir. Les acteurs majeurs de ce système, ainsi que ses plus ardents défenseurs au sein du monde paysan, disposent de puissants leviers pour assurer sa pérennité.

22 avril. En plein confinement, Emmanuel Macron se déplace dans le Finistère pour saluer la « *ferme France* » qui « *nourrit le pays* ». Le président de la République se rend chez un producteur de légumes adhérent à la Société d'initiatives et de coopération agricole (SICA) de Saint-Pol-de-Léon, l'un des piliers historiques du productivisme breton. Les dirigeants de la SICA inscrivent leur action dans la lignée de celle du père fondateur, Alexis Gourvenec, entrepreneur et syndicaliste agricole, propriétaire d'élevages intensifs porcins et fondateur de Brittany Ferries. « *Si nous ne continuons pas à nous développer, nous allons nous faire attaquer chez nous par d'autres*, explique au Monde Marc Keranguéven, président de la SICA. *Hier, un patron de la grande distribution me disait qu'il avait besoin de tomates premier prix. Nous devons le convaincre de prendre les nôtres plutôt que des marocaines. Pour y parvenir, nous devons être toujours plus compétitifs.* » La visite finistérienne du

chef de l'Etat se déroule sous les serres chauffées de Jean-Marc Roué, actuel patron de Brittany Ferries, et s'achève dans les rayons d'un Super U.



Emmanuel Macron, couvre-chaussures de protection aux pieds, s'entretient avec des agriculteurs et des travailleurs d'une serre pour tomates alors qu'il visite la ferme de Jean-Marc Roué, à Cléder (Finistère), le 22 avril. Stephane Mahe / Reuters

Avant que M. Macron ne regagne Paris, des représentants de la filière agroalimentaire bretonne lui remettent une lettre, dans laquelle ils réclament au gouvernement de les « protéger » contre « les organisations qui [les] attaquent impunément au nom d'une idéologie radicalisée (...) Des activistes issus de mouvements radicalisés (écologisme militant, abolitionnisme...), financés par de puissantes multinationales dont ils servent naïvement les intérêts, répandent un terrorisme alimentaire. » Et de fustiger les « discours bien-pensants et programmes électoraux prometteurs, reléguant les enjeux alimentaires aux seules injonctions de montée en gamme ». Sans les nommer, les auteurs désignent les associations de protection animale, comme L214, qui multiplie les intrusions illégales dans les élevages. Mais leur lettre peut aussi se lire comme un avertissement à l'attention de tous ceux, élus et militants associatifs, qui contestent l'ordre agricole établi.

Critiques et contre-offensives

Parmi ces « empêcheurs de cultiver en rond » figure Sandrine Le Feu. Agricultrice bio à Pleyber-Christ (Finistère), cette trentenaire est la députée La République en marche (LRM) de la circonscription dans laquelle M. Macron s'est déplacé en avril. Elle n'a pas été conviée à la visite présidentielle. Officiellement, par manque de place, contexte sanitaire oblige. Officieusement, parce que ses positions à rebours de la majorité dans laquelle elle siège (elle a notamment milité pour l'interdiction du glyphosate et contre l'usage des serres chauffées dans l'agriculture bio) irritent les pontes de l'agro-industrie.

« *Je ne veux pas stigmatiser un modèle et braquer les agriculteurs traditionnels, explique M^{me} Le Feur. Je sais qu'ils se posent des questions. Je veux leur montrer d'autres façons de faire sans avoir besoin de l'aval de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles [FNSEA] ou des chambres d'agriculture.* »

Dans les faits, beaucoup d'agriculteurs s'avèrent très critiques – la plupart du temps sous le couvert de l'anonymat – envers les structures d'encadrement du monde agricole (syndicat majoritaire, coopératives, chambres d'agriculture...). Au sein même de ces structures, le modèle dominant est remis en cause, comme l'a indiqué au *Monde* un cadre d'une institution agricole régionale n'ayant pas souhaité donner son nom : « *Le monde agricole est contraint d'évoluer et il le sait. Il y a beaucoup de prises de conscience et de volonté de changement, ainsi que des débats en interne, mais aussi une suprématie de gens au pouvoir qui veulent garder leur siège... On a une génération de décideurs bourrus qui n'ont même pas vu venir les problématiques environnementales et les évolutions sociétales ! Nombre de paysans seraient prêts à foutre dehors tous ceux qui bouffent sur leur dos, sauf qu'ils redoutent les pressions, financières et de pouvoir.* »

Fragilisés, critiqués en interne, les plus ardents défenseurs du modèle agricole multiplient les contre-offensives. Jean-Alain Divanac'h, éleveur dans le Finistère et président de la FDSEA dans ce département, sonnait ainsi la charge dans l'éditorial de janvier de son syndicat : « *Nous allons devoir compter sur nos propres forces pour isoler nos détracteurs. Dans nos campagnes, dans les mairies, dans les écoles, dans les associations, ne laissons plus d'espace aux pisseurs involontaires, aux coquelicots, à L214 et compagnie.* » Quelques semaines plus tard, plusieurs murs de l'exploitation de M. Divanac'h étaient tagués. Parmi les messages barbouillés : « *Elevage = nazisme* ».

Cette dégradation – une parmi d'autres – est survenue quelques mois après la mise en place, par le ministère de l'intérieur, de la cellule Déméter. Cette structure unique en son genre, créée au sein de la gendarmerie nationale, a pour objectif d'améliorer la « *coopération* » des forces de l'ordre avec le monde agricole, de « *recueillir des renseignements* » et de « *mieux connaître les groupes extrémistes à l'origine des atteintes* », notamment contre des élevages hors-sol. Le dispositif a été inauguré, en décembre 2019, par Christophe Castaner, alors ministre de l'intérieur, lors d'un déplacement dans le Finistère, en présence de Christiane Lambert, présidente de la FNSEA. Des associations de défense de l'environnement, ainsi que la Confédération paysanne, se sont opposées à cette initiative.

Selon Bretagne vivante, principale association naturaliste de Bretagne, Déméter vise à « *faire taire tous ceux qui mènent des actions symboliques contre le système de l'agriculture industrielle, dont la FNSEA est le principal soutien* ». Et de dénoncer la démocratisation du terme « *agribashing* », une « *invention des communicants de la FNSEA, qui (...) permet à ce syndicat de maintenir ce qu'il fait depuis des dizaines d'années : une pression lobbyiste pour obtenir en retour des avantages économiques* ».

Un nouveau lobby

Dans un autre registre, un nouveau lobby pro-agro-industrie a été mis sur pied, en 2012. Son nom : Agriculteurs de Bretagne. L'association veut « *positiver l'image d'une profession malmenée* » et se définit comme la vitrine de « *toute* » l'agriculture bretonne. Dans les faits, elle représente surtout les adeptes du modèle productiviste, qui, d'ailleurs, financent en grande partie son budget annuel de 500 000 euros.

Sa présidente, Danielle Even, éleveuse de porcs dans les Côtes-d'Armor, s'exprime dans les médias, parle aux élus et fédère des relais d'opinion comme Noël Le Graët ou Erik Orsenna. En 2013, l'écrivain et académicien, qui dispose d'une résidence en Bretagne, a participé à l'assemblée générale de l'association. Quelques semaines plus tard, M. Orsenna clamait son attachement aux laborieux agriculteurs bretons sur le plateau de Michel Drucker, en y conviant... Danielle Even. « *On travaille bien et il faut le dire, confie M^{me} Even au Monde. Chaque action que nous menons est rendue possible*

grâce aux rencontres avec des personnes qui partagent nos convictions. »

Agriculteurs de Bretagne multiplie les partenariats avec des structures et événements populaires. L'association a diffusé ses messages au Roazhon Park, l'ancre des joueurs du Stade Rennais, mais aussi au Roudourou, où évoluent ceux de Guingamp, et lors du départ de la Route du rhum. Si elle occupe une place de choix aux Vieilles Charrues, grand-messe musicale brassant quelque 280 000 fêtards, c'est notamment grâce à Jean-Luc Martin. Le président du plus important festival payant de France siège au conseil d'administration d'Agriculteurs de Bretagne en sa qualité de patron de Tell-élevage, entreprise d'expertise d'élevages hors-sol.

Longtemps, les élus au pouvoir dans les principales collectivités bretonnes ont accompagné l'agro-industrie productiviste dans son développement, sans critiquer ses fondements ni proposer de contre-modèle. Soit par conviction, parce que les intéressés eux-mêmes (de droite ou de gauche) étaient imprégnés par l'idéologie productiviste – c'était le cas par exemple de l'ex-socialiste Jean-Yves Le Drian, président du conseil régional de 2004 à 2012 et de 2015 à 2017. Soit aussi – et cela peut aller de pair –, pour préserver la paix sociale dans leur territoire, la capacité de mobilisation des agriculteurs faisant trembler plus d'un élu et haut fonctionnaire... Dans ce domaine également, les choses ont changé.

14 juillet. Jean-Charles Larsonneur, député (LRM) du Finistère, exprime sur Facebook [son soutien au projet de « référendum pour les animaux »](#) (un projet porté notamment par Xavier Niel, actionnaire à titre individuel du Monde). Il affirme que l'élevage intensif « *ne peut constituer un horizon écologique viable* ». L'élu ajoute qu'il est nécessaire, sans « *stigmatiser personne, ni même exiger un changement de pratiques immédiat* », de « *tracer une route claire et nettement jalonnée vers une sortie de ce mode de production* », qu'il qualifie d'« *holocauste quotidien* ». Jamais un parlementaire breton ne s'était fendu d'une charge aussi violente contre l'élevage industriel.

Le tollé ne se fait pas attendre. La FDSEA fustige des propos « *pas dignes d'un élu de la République* ». Richard Ferrand, député finistérien, président de l'Assemblée nationale et conseiller régional de la majorité, qualifie ces mots d'« *imbéciles* ». « *J'ai eu le malheur de toucher à un totem, un tabou en questionnant le modèle agricole*, affirme M. Larsonneur. *Nombre de mes collègues ont développé une peur panique de ce sujet et refusent le débat.* »

Divisions politiques

Le débat, pourtant, a bel et bien lieu. Le président de région, Loïg Chesnais-Girard, l'a amplifié, en juillet, lorsqu'il a défendu un vœu pour la régionalisation de la politique agricole commune (PAC), afin que la collectivité puisse disposer d'une enveloppe d'environ 500 millions d'euros actuellement gérée en majorité par l'Etat. Le socialiste aimerait, grâce à cette manne, appuyer plus directement la transition vers l'« *agroécologie* » et l'« *autonomie alimentaire* ».

M. Chesnais-Girard mise sur la campagne des élections régionales pour imposer sa vision. Les défenseurs du modèle dominant, quant à eux, craignent qu'il s'allie à Europe écologie-Les Verts (EELV), dont la probable tête de liste se nomme Claire Desmares-Poirrier, productrice de plantes aromatiques bio, libraire et autrice de livres. Jusqu'alors, les écologistes ont refusé la main tendue par le socialiste. Ils militent pour une « *rupture franche* » en matière d'agriculture. Grisés par leurs bons scores à l'échelle nationale et une relative montée en puissance, en Bretagne, lors des dernières élections municipales, ils espèrent talonner Loïg Chesnais-Girard à l'issue du premier tour, voire le devancer, afin de peser au maximum lors d'éventuelles négociations d'entre-deux-tours.

C'est compter sans Daniel Cueff, ex-maire de Langouët (Ille-et-Vilaine), devenu célèbre pour avoir publié, en 2019, un arrêté antipesticides dans sa commune. Celui-ci juge EELV « *trop brutal* » sur le sujet et compte faire campagne seul.



Loïc Chesnais-Girard, président du conseil régional de Bretagne, le 6 novembre, à Rennes. Vincent Michel / Le Mensuel de Rennes / PhotoPQR/Le Telegramme/Maxppp

L'avenir du modèle agricole alimente également les divisions entre M. Chesnais-Girard et les représentants régionaux de LRM. Actuellement, plusieurs membres du parti présidentiel figurent dans la majorité au conseil régional, parmi lesquels Richard Ferrand et Olivier Allain. Ce dernier, éleveur de volailles bio et de bovins Label rouge, proche d'Emmanuel Macron, vice-président de la région chargé de l'agriculture, encarté à la FNSEA et ex-président de la chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor, revendique une approche « *agroécologique* » et « *pragmatique* ».

M. Allain pourrait poursuivre l'aventure aux côtés de l'actuel président de région, comme plusieurs élus LRM. En revanche, Richard Ferrand et d'autres « *marcheurs* » bretons, qui reprochent au socialiste de trop regarder sur sa gauche, songent à mener leur propre liste. Il leur restera alors à se différencier des propositions formulées par la droite et l'extrême droite en matière agricole.

Actuel leader (Les Républicains) de l'opposition au conseil régional, élu dans la circonscription de Loudéac (Côtes-d'Armor), l'un des hauts lieux bretons de l'élevage hors-sol, Marc Le Fur a annoncé qu'il souhaitait à nouveau conduire une liste. Surnommé en Bretagne « *le député du cochon* », pour sa défense bec et ongles du modèle dominant, M. Le Fur continue de marteler qu'« *on n'a pas le droit de sacrifier une industrie qui nourrit les gens* », mais reconnaît désormais que l'agriculture bretonne doit « *progresser* » pour prendre en compte les nouvelles attentes des consommateurs et les problématiques environnementales. Un signe, s'il en fallait, que certaines lignes sont en train de bouger dans la première région agricole de France.

Lire aussi

- [Un projet d'extension d'élevage porcin près du parc marin d'Iroise suscite l'inquiétude en Bretagne](#)

- [La Bretagne veut tourner la page de l'agriculture productiviste](#)
- [Suicides d'agriculteurs, l'hécatombe silencieuse](#)
- [Evaluer l'action publique contre les algues vertes : une gageure](#)
- [Vives critiques contre Déméter, la cellule de gendarmerie surveillant les « atteintes au monde agricole »](#)
- [Négociations tendues autour de la nouvelle PAC européenne](#)